

## **Discours du Président de la Région Bretagne**

Session du Conseil régional de Bretagne

14 février 2024

*Seul le prononcé fait foi*

Cher.es collègues,

Je vous propose en préambule de cette session un hommage à deux grandes figures politiques récemment disparues, Louis le Pen et Robert Badinter. Tout a déjà été dit sur ces deux grands hommes d'Etat. Pour ma part je retiendrai deux parcours exceptionnels, exemplaires et qui encore dans des domaines bien différents, font référence et servent de modèle.

Je vous prie de respecter une minute de silence.

---

Bretonnes,

Bretons,

Cher.es ami.es,

Cher.es collègues,

Ce début d'année est tout en tension, et semble encore reposer sur un équilibre, précaire certes, mais un équilibre tout de même.

A tout le moins, est assurée une forme de stabilité dans un effort quasi-permanent. Funambulisme géopolitique, acrobaties socio-économiques, on marche depuis un moment sur une ligne de crête pour continuer à faire société, accepter l'altérité, lutter contre l'extrême-droite, entre l'attente des remaniements, les conflits dévastateurs, le désespoir des agriculteurs, des pêcheurs, une économie prédatrice du vivant, des tempêtes naturelles et des clapotis politiques. J'en passe, vous saisissez l'idée. Pourtant mon constat en ce

début d'année 2024 n'est pas pour autant pessimiste car notre capacité d'action n'est pas obérée. Sans nier les difficultés et la précarité grandissante, la Région Bretagne se porte globalement bien. Elle a l'habitude des tempêtes.

Julien Gracq disait que « *le vrai de l'équilibre, c'est qu'il suffit d'un souffle pour faire tout bouger* » ! A nous donc de souffler pour que les voiles du navire Bretagne prennent la bonne direction.

Il va falloir travailler ensemble. N'agissons pas les émotions négatives comme certains le font, cela ne fait qu'accentuer le ressentiment et le sentiment d'impuissance. Ne livrons pas non plus la lecture de l'actualité aux discours simplistes qui renforcent la méfiance et la défiance. Ne nous contentons pas d'un prêt-à-penser, facile à régurgiter.

Car cela empêche de rendre audibles et visibles les espaces d'écoute mutuelle, les lieux de discussion et d'élaboration d'alternatives qui souhaitent échapper à un manichéisme éculé qui ne devrait plus être de ce monde. Ces lieux de construction de l'avenir visent à dessiner un vivre ensemble plus juste, en prenant en compte les nouvelles données sociologiques, économiques et écologiques autant que l'état géopolitique du monde. Au passage, que certains le veuillent ou non dans cet hémicycle, la Bretagne a déjà mille visages et mille couleurs.

Cet hémicycle est l'un de ces lieux de discussions, de débats, et de choix pour notre futur. C'est un lieu d'idées, d'actions et de décisions. Et la session du budget est un moment particulier dans cette dynamique car elle est le préalable indispensable à la mise en œuvre de l'action régionale.

C'est le moment, pour la collectivité, c'est-à-dire pour les Bretonnes et les Bretons, où s'ouvre le champ des possibles :

- La possibilité de se former, pour acquérir de nouvelles compétences, au lycée et tout au long de la vie,
- La possibilité d'être transporté, pour aller plus facilement étudier, travailler, ou juste voyager,
- La possibilité d'être accompagné, pour un projet, qu'il soit économique, sportif, culturel, agricole, maraîcher, maritime,
- La possibilité d'être soutenu, lors de son installation, ou pour s'adapter aux injonctions des transitions...

Le champ des possibles n'est certes pas infini et nous savons les moyens contraints. C'est pourquoi nous devons faire des choix, nous avons fait des choix, pour présenter un budget équilibré, avec des priorités assumées, et l'essentiel préservé.

Ce budget, qui peut apparaître rébarbatif, c'est une feuille de route pour l'avenir, pour plus de liberté, plus d'autonomie pour les personnes. Ce sont nos promesses réalisables, sur lesquelles les Bretonnes et les Bretons peuvent compter, s'appuyer et se projeter pour les mois et années à venir.

Ce budget c'est la traduction sonnante et trébuchante de nos promesses. Nous avons voté à l'unanimité lors de notre dernière session le Plan de réappropriation des Langues de Bretagne. C'est un signal fort. Ce budget doit marquer le début de sa mise en œuvre, avec une augmentation significative des moyens pour le breton et le gallo. Ce signal devra aussi être entendu de l'Etat, qui est un partenaire indispensable de la mise en œuvre de notre politique linguistique.

Cette session est aussi celle des orientations agricoles, du plan bio et de la feuille de route halieutique. C'est un pan entier de notre économie, de notre histoire, qui façonne encore aujourd'hui les paysages bretons.

Le sujet de l'agriculture et de la pêche, ce n'est pas que le sujet des agriculteurs et des pêcheurs, c'est celui de toutes celles et ceux qui font leurs courses au supermarché. Autant dire, quasiment tout le monde. A l'échelle mondiale, Il va falloir produire plus, c'est l'ONU qui le dit. Pas produire pour produire, ça n'aurait aucun sens mais produire pour nourrir. Le vrai sujet est de produire et consommer de manière plus responsable et durable, sachant que plus de 30 % de l'alimentation globale est perdue ou gâchée. Evitons surtout d'importer, où bien souvent les conditions de production et de travail sont bien en-deçà des exigences que nous avons en France et en Europe. Il va falloir produire plus pour être autonome, c'est indispensable. Nous aurons besoin de tous les agriculteurs pour y parvenir. Pas uniquement en Bretagne, car ce n'est pas un sujet exclusivement breton, c'est un projet de société. Et il va nous falloir produire dans le contexte de la lutte contre le dérèglement climatique. Cela, nous devons l'accompagner avec mesure, respect et responsabilité.

On ne peut pas engager nos agriculteurs dans une transition écologique et fixer des objectifs de réduction d'usage des pesticides, de développement de l'agriculture biologique, ou de protection de la biodiversité, sans un filet de sécurité pour eux.

Idem avec la pêche. Nous sommes à un moment de bascule pour la pêche bretonne. Le déséquilibre est né du Brexit, de la guerre en Ukraine, de la baisse du pouvoir d'achat. Notre flotte bretonne de 1 200 bateaux doit revoir son modèle pour faire face aux enjeux qui en sont issus. Pour cela, nous devons

travailler ensemble tous les aspects : éduquer, réapprendre à manger les poissons de nos côtes, accompagner les bateaux de pêche comme on le fait déjà par ailleurs, travailler avec les mareyeurs et les criées ... Il est temps d'inventer les solutions de demain. Je propose donc de mettre en place un nouvel outil d'exploitation de nos criées, un outil de coopération qui réunira toutes nos criées, ainsi que tous les partenaires qui le souhaitent, des départements aux CCI, et la Région. Jouons-la collectif, encore une fois, c'est comme cela que nous réussissons.

Transformer notre agriculture, notre pêche, ne se fera pas sans difficultés. C'est dur, c'est anxiogène même, donc si on n'oppose pas des garanties, des protections, il est certain que cette dynamique ne pourra pas s'engager !

Permettez-moi d'avoir en cet instant une pensée pour Louis Le Penec, grand Breton, homme d'Etat. Fils de paysan breton devenu maire de sa commune puis Ministre, il avait initié les contrats territoriaux d'exploitation, ces contrats individuels entre les paysans et l'Etat, pour accompagner le changement de référentiel, un nouveau projet global de développement.

Je le répète, car j'en suis convaincu, les transitions n'iront pas sans protections. Nos feuilles de route agricoles et halieutiques vont en ce sens. C'est également ce que je pousse auprès du gouvernement et au niveau européen, car nous devons être coordonnés. A ce titre je tiens à remercier le Ministre de l'agriculture d'avoir entendu l'appel de la Bretagne sur les contrats agro-écologiques, les MAEC. Il aurait été incompréhensible que ces contrats, d'abord portés par la Région, aujourd'hui plébiscités par les agriculteurs bretons, ne soient pas honorés par l'Etat qui en a repris la gestion.

Donner de la lisibilité et de la visibilité à l'action politique que nous menons, c'est aussi permettre d'échapper à la facilité de la dramatisation, de ne pas nourrir d'innombrables craintes, d'éviter que certains, effrayés par le futur et paralysés par un présent mouvementé, tentent de se replier, car on les y incite, à s'engouffrer dans le refuge, parfois rance, des prétendues traditions stables d'un passé idéalisé, apeurés par celles et ceux qui proclament le délitement du monde et de notre société. Rappelons l'autorité de la loi, qui nous permet de faire société, contrairement au rapport de force et à la violence que certains tendent à privilégier. C'est aussi cela l'héritage de Robert Badinter, souvenons-nous en. Au-delà de l'abolition de la peine de mort, des évolutions du Code pénal, de la lutte contre l'homophobie, contre l'antisémitisme... Tous ces progrès ont été inscrits dans la loi.

Faire table rase, s'affranchir des lois et textes fondateurs, serait un Grand Bond en arrière.

Ce n'était pas mieux avant. Et je veux croire que le meilleur reste à venir. C'est le message que je veux vous partager en 2024, pour la Bretagne, en particulier pour sa jeunesse. Nous nous attelons à rendre notre futur désirable, par les moyens qui nous sont dévolus.

Je vous remercie.